

Les Job appellent à la mobilisation publique

Seuls, ils ne pourront pas sauver leur entreprise. Les salariés de Job ont organisé une réunion publique, hier soir. L'occasion de battre le rappel de toutes les volontés, celles des autorités comme celles des simples citoyens, dans un même but, malgré le manque de temps.

« Notre démarche ne peut pas rester que syndicale. Pour cela, il faut s'adresser aux citoyens ».



Dans la salle, des commerçants et des habitants du quartier côtoyaient les salariés. (Photo « La Dépêche », Michel France)

Dans une salle de la mairie annexe des Sept-Deniers, Bernard Margras a fait, hier soir, le récit de l'affaire Job, car il s'agit bien plus que d'un simple conflit social.

Le délégué CGT a raconté cette « bataille pour vivre » que mène 300 employés et leurs familles. Du rachat de l'entreprise toulousaine par le groupe Bolloré à sa mise en redressement judiciaire après une décision du tribunal de commerce de Tou-

louse d'en retirer la gestion au dernier propriétaire officiel en date, la société Gecco.

Difficile de trouver un repreneur

Il a dit comment quelques financiers avides ont cherché « à faire de l'argent avec une entreprise qui s'écroule » après avoir tout fait pour qu'elle coule.

« Quand on est confronté à des difficultés, on appre-

prendre ses responsabilités », a expliqué Bernard Margras. Les salariés de Job, effectivement, les ont prises. Et Job a pu redémarrer.

Mais l'entreprise ne dispose que d'un délai de redressement très court : un mois. Trop court alors qu'il lui faut également trouver un repreneur qui ait d'autres ambitions que de la démanteler.

Aussi les Job ont-ils organisé cette réunion publique en présence de quelques élus : le député Jean-Claude Paix, Jean-Jacques Mirassou et Claudie Fontès, conseillers municipaux, respectivement socialiste et communiste.

Constitution d'un « front »

Dans la salle, il y avait aussi des commerçants et des habitants du quartier. A tous, le délégué CGT a lancé : « Job ne disparaîtra pas si tout le monde si met ».

« Tout le monde » y est-il prêt ? Jean-Claude Paix est « prêt à prendre rendez-vous avec le ministre de l'Industrie si les salariés me le demandent ».

Jean-Jacques Mirassou estime qu'il y a « urgence ». Et de suggérer aux élus locaux de la majorité, qui par la force des choses ont de meilleures entrées actuellement au gouvernement,

d'adopter « la tactique du hang 115 leclément ».

« Autour de Dominique Baudis, il y a un secrétaire d'Etat et trois députés, des gens qui ont les moyens d'ouvrir plus facilement les portes. J'aimerais être sûr que le maire et ses amis auront à cœur de s'engager », a remarqué le conseiller municipal socialiste.

Quant à Claudie Fontès, elle estime qu'il est du « devoir » du préfet de réunir le comité départemental pour l'emploi.

En fait, c'est sans doute de la constitution d'un véritable « front associatif, syndical, politique » comme l'a proposé un enseignant des Sept-Deniers, qu'il est besoin si l'on veut sauver Job.

L'espoir d'un soutien populaire

Les déclarations d'intention n'y suffiront pas. Cet habitant du quartier a énuméré une liste d'entreprises qui ont perdu leur combat : « la papeterie de Lacourtenour, ABG Semca, Microturbo, sans parler de Dassault ». Et de constater : « Citez m'en une qu'on ait sauvé ».

« Boussens », lui a répondu l'enseignant. « Parce qu'il y a eu un fort mouvement populaire ». C'est sur une large mobilisation que les Job comptent maintenant.

Ph. B.

